

**Le directeur départemental des territoires
Service Eau, Risques, Environnement, Forêt
Bureau de l'eau**

à
**Office National des Forêts
28 bis rue du pont central
39200 SAINT-CLAUDE**

Affaire suivie par : JOUAN Emilie
Tél : 03.84.86.80.87
mél : emilie.jouan@jura.gouv.fr
ddt-seref-pe@jura.gouv.fr

Lons-le-Saunier, le 12 décembre 2022

OBJET : accord
REFER : 0100008086
P.J. :

Vous avez déposé en date du 21 octobre 2022 un dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à 214-6 du Code de l'environnement relatif au franchissement du Tacon à Coiserette – lieu-dit sous le Crosat - dans le cadre de travaux de débardage pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 17 novembre 2022.

J'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration.

Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception du présent courrier sous condition :**

❖ **du respect des dispositions prévues dans le dossier ;**

❖ **du respect des mesures correctrices ou préventives notifiées ci-après :**

- ☒ Les travaux sont réalisés, de manière sélective, sur les secteurs identifiés dans le présent dossier, afin de respecter les équilibres biologiques.
- ☒ La circulation dans le lit mouillé est limitée.
- ☒ Une remise en état des berges et du lit est effectuée. La remise en état du lit est effectuée avec des matériaux de granulométrie comparable à celle du lit du cours d'eau existant.
- ☒ Les travaux sont réalisés hors période de frai (période de frai moyenne, en cours d'eau de première catégorie : du 31 octobre au 15 avril).
- ☒ Toutes les précautions sont prises afin de ne pas générer de pollution des eaux superficielles ou souterraines par rejet d'huiles, hydrocarbures ou autres substances indésirables

❖ **des mesures compensatoires suivantes:**

- ☒ Néant

❖ **de prévenir au moins 8 jours avant le début des travaux :**

- **le service police de l'eau (Mme JOUAN Emilie – ddt-seref-pe@jura.gouv.fr - 03 84 86 80 87)**
- **le service départemental de l'office français de la biodiversité – OFB (sd39@ofb.gouv.fr – 03**

84 86 81 79), afin qu'il prescrive, le cas échéant, une pêche électrique.

Si une pêche électrique était nécessaire, elle serait à la charge du déclarant.

- ❖ **de faire valider par le service départemental de l'OFB une éventuelle réduction ou modification de la période de frai retenue.**

Copies de la déclaration, du récépissé et de ce courrier sont adressées dès à présent à la mairie de la commune de Coiserette où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Jura durant une période d'au moins six mois.

La chef du bureau de l'eau,


Nadine PONCET

Délais et voies de recours

Le présent récépissé peut être déféré à la juridiction administrative¹ :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-5 à L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la présente décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

(1) Devant le tribunal administratif de Besançon (30, rue Charles Nodier 25044 BESANCON Cedex). Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>).